

Remonter aux sources

Maurice Lemire

Numéro hors-série, 1998

L'Institut Canadien de Québec, 150 ans d'histoire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/8719ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lemire, M. (1998). Remonter aux sources. *Cap-aux-Diamants*, 22–27.

REMONTER AUX SOURCES

PAR MAURICE LEMIRE

En janvier 1848, avait lieu dans l'ancienne salle de la bibliothèque du Parlement, la fondation de L'Institut Canadien de Québec. Par sa longévité et par son retentissement, cette société qui a marqué profondément la ville de Québec attire notre attention parce



L'hôtel Blanchard de la place Royale où se réunirent les fondateurs de L'Institut Canadien et qui devint plus tard l'hôtel Louis XIV. (Collection privée).

que c'est la seule du genre qui ait célébré son 150^e anniversaire de fondation. On peut donc s'interroger sur le secret de sa longévité. Comment en est-on arrivé à trouver la formule gagnante? Quels étaient ses modèles? Comment est-on parvenu à les adapter aux besoins du milieu et aux exigences des autorités?

LES MODÈLES

La culture associative, faut-il le rappeler, était propre aux anglophones du Bas-Canada. Marchands pour la plupart, à Québec ou à Montréal, ils se regroupent rapidement en diverses associations volontaires pour consolider leurs intérêts. Par exemple, ils forment des associations de bienfaisance pour accueillir les immigrants, pour lutter contre les incendies, pour favoriser l'instruction populaire. Cette façon de procéder étonne les Canadiens qui ont hérité d'une tradition complètement opposée. En effet, sous le Régime français, tout regroupement de sujets pour faire pression sur le souverain est perçu

comme une sédition. Chacun des sujets peut faire appel personnellement au roi, mais jamais en groupe. Aussi, les Canadiens demeurent-ils longtemps très réticents vis-à-vis les initiatives des anglophones. Il en résulte que les francophones furent appelés à fréquenter des associations fondées et dominées par des anglophones. Fondées en 1824, la Quebec Literary and Historical Society attire quelques Canadiens français aux noms prestigieux, comme Amable Berthelot, François-Xavier Garneau, Georges-Barthélemi Faribault, mais ce sont là des exceptions. La majeure partie des membres anglophones, qui s'inspirent de la Royal Society de Londres, traitent de sujets scientifiques plutôt que de sujets littéraires. Après 1840, il semble bien aux yeux de tous que les sociétés bilingues ne convenaient pas. Au contraire de l'aristocratique Quebec Literary and Historical Society, les Mechanics' Institutes cherchent à attirer la classe ouvrière. Ils se fondent sur le postulat qu'avec le développement de l'industrie en Angleterre et aux États-Unis, l'instruction est devenue nécessaire pour gagner sa vie. Ils visent surtout à la formation technique des adultes par des cours appropriés et une bibliothèque particulièrement choisie en fonction de ce but. Ce modèle plus à leur portée inspirera les Canadiens français, tant à Montréal qu'à Québec.

LE MODÈLE MONTRÉALAIS

En 1841, la petite ville de Kingston devient la nouvelle capitale du Canada-Uni, mais le gouvernement se rend rapidement compte que ce gros village ne correspond pas à ses besoins et la capitale déménage à Montréal en 1844. L'afflux soudain de fonctionnaires et d'hommes politiques donne à la ville une impulsion qui se manifeste par la fondation d'associations et de journaux. La Société des amis et le Lycée canadien préludent à ce qui sera bientôt L'Institut Canadien. Ce sont, à vrai dire, des cercles qui réunissent surtout de jeunes clercs de notaire, d'avocats, et de médecins pendant leur «cléricature». À peine libérés de l'encadrement très rigide des collèges classiques, ils désirent mettre à profit leur liberté recouvrée. Pour profiter pleinement de la nouvelle liberté qui leur est accordée, ils veulent parfaire leur culture par des lectures extensives, des discussions et des écrits. Louis-Octave Le Tourneux traduit mieux que tout autre ce besoin d'associations : «Dans tous les pays, un étranger qui veut connaître la société peut la rencontrer quelque

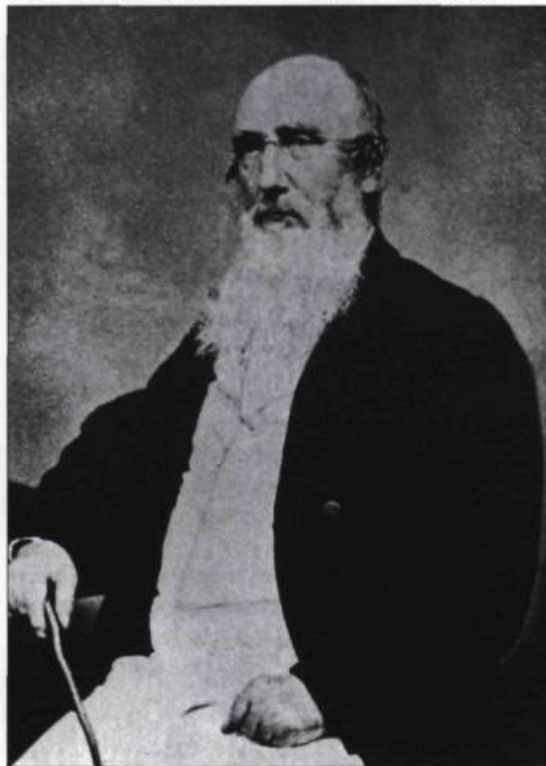
part : il la verra dans les théâtres, il la verra dans les concerts, il la verra dans les sociétés savantes, il la verra dans les cercles, dans les réunions [...] Chez nous, il n'y a pas de sociétés savantes, il n'y a pas de cercles, il ne la verra donc nulle part, si ce n'est à l'église.» Il fonde *La Revue canadienne* en 1846, spécialement pour diffuser les conférences de l'Institut canadien de Montréal. Mais ces cercles plutôt fermés ne risquent-ils pas de diviser les forces et de limiter le rayonnement? En effet, le philanthrope français Alexandre Vattemare, en tournée en Amérique en 1840 et 1841, a mis l'accent sur l'utilité des regroupements et l'ouverture sur la population en général.

C'est dans cet esprit que se forme l'Institut canadien de Montréal. À l'automne de 1844, un conseil d'administration en rédige la première charte. Antoine Gérin-Lajoie, l'un des instigateurs, puise dans son expérience de fondateur de l'Académie du Séminaire de Nicolet qu'il a fondée en 1842. Des assemblées hebdomadaires réuniront les membres pour des conférences ou des débats sur divers sujets. Ces exercices viseront à améliorer la performance de chacun dans l'art oratoire. De plus, les membres disposeront d'une bibliothèque et d'une salle de journaux et de revues. Des séries de cours seront également données. Malgré son caractère pédagogique, le nouvel institut s'adresse plutôt aux jeunes intellectuels qu'aux commis ou aux ouvriers. Par l'enseignement mutuel, il vise à remplir le rôle d'une université populaire. Chacun de ses membres prend en main de compléter à sa manière sa propre formation par une ouverture aux grands courants de la pensée contemporaine.

Après quelques années, le retour de Louis-Joseph Papineau au pays divise les membres. Les partisans du tribun adoptent des positions radicales : ils militent pour le rappel de l'Union, l'abandon du système seigneurial et de la dîme, l'école laïque et la séparation de l'Église et de l'État. Aux élections de 1848, ils s'emparent de la direction en faisant élire Rodolphe Laflamme à la présidence, Jean-Baptiste-Éric Dorion à la vice-présidence et Joseph Doutre au secrétariat. Ils lancent ainsi l'Institut en pleine action politique. Ils réorientent le journal *L'Avenir*, les conférences et les débats dans un sens qui ne laisse aucun doute sur leur intention de secouer le joug de l'Église dans le domaine intellectuel. Une partie de bras de fer s'engage donc entre l'évêque ultramontain, M^{gr} Ignace Bourget, qui exige l'expurgation de la bibliothèque, et les «rouges» de l'Institut Canadien, qui réclament une pleine liberté de pensée et de parole. Il faudra vingt ans d'âpres luttes pour que l'évêque terrasse ce mouvement. C'est dans ce contexte que l'Institut Canadien de Québec vit ses premières années.

LES MODÈLES QUÉBÉCOIS

La ville de Québec n'était pas à la remorque de Montréal dans le domaine associatif. Même si elle a perdu son statut de capitale depuis 1840, elle n'en regroupe pas moins un nombre considérable d'intellectuels de haut calibre. Il faut cependant admettre que le déménagement de la bibliothèque du Parlement et le départ des fonctionnaires la prive d'un dynamisme qu'elle ne retrouve qu'au moment où elle redevient



Napoléon Aubin, Suisse d'origine et homme de journaux, fut l'un des premiers bâtisseurs de l'Institut Canadien. (*Le Mémorial du Québec*).

capitale en 1851 et en 1859. Au lendemain de l'Acte d'Union, Québec traverse donc des années de réadaptation même si son économie axée sur la construction navale va bon train. C'est donc pour reprendre la situation en main que des jeunes gens fondent en 1843 deux nouvelles associations : la Société canadienne d'études littéraires et scientifiques et la Société de discussion.

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'ÉTUDES LITTÉRAIRES ET SCIENTIFIQUES

Les statuts de la première réservent l'admission aux seuls Canadiens français pour bien marquer un désir de rompre avec les sociétés bilingues. Elle regroupe parmi d'autres des gens comme Napoléon Aubin, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, François-Magloire Derome, Télesphore Fournier, Marc-Aurèle Plamondon, Auguste Soulard et Joseph-Charles Taché. De ses 30 membres inscrits en septembre 1843, 21 appartiennent aux professions libérales et 4 au domaine de l'imprimerie. Souignons que des 13 avocats, 9 sont encore en

En 1848, le jeune libraire Octave Crémazie devint le premier bibliothécaire de L'Institut Canadien. Gravure d'après un daguerréotype de 1852. (Collection privée).



cléricature et 2 des 3 notaires. Quant aux 6 médecins, ils attendent leur commission. Autant dire que ces membres sont encore dans la fleur de l'âge. Napoléon Aubin (né en 1812), déjà renommé pour ses nombreuses initiatives cultu-

Mechanic's Institute, ils organisent une série de cours d'instruction populaire qui portent sur les sciences et les techniques. À la séance inaugurale du 15 janvier 1844, Joseph-Charles Taché vante «les avantages de cours gratuits ainsi offerts à la classe ouvrière». Ils partagent d'ailleurs la salle du Mechanic's Institute. Mais après quelques mois seulement, la nouvelle association doit interrompre ses cours pour se trouver un autre local. Elle sollicite en vain une salle dans l'édifice du parlement laissé vide depuis le départ du gouvernement. Le départ de deux de ses membres les plus influents lui donnera son coup de mort. Reçu médecin en 1844, Joseph-Charles Taché quitte Québec tandis que P.-J.-O. Chauveau, élu député de Québec, va siéger à Montréal.

LA SOCIÉTÉ DE DISCUSSION

À peu près en même temps que s'organise la Société d'études littéraires et scientifiques, se fonde la Société de discussion particulièrement identifiée au quartier Saint-Roch. En effet, jusqu'à l'incendie du 28 mai 1845 qui détruit le faubourg, elle se réunit à l'école de la Fabrique. Quoique fragile, elle dure quand même plus longtemps que sa rivale : elle prolonge ses activités jusqu'en décembre 1849. Les objectifs des deux sociétés se ressemblent comme l'indique ce passage d'un discours de Joseph Cauchon : «[la Société] a pour objet d'instruire, par des lectures publiques toutes les classes de la société, et particulièrement d'enseigner les sciences pratiques à la classe industrielle.» Pour se doter d'une «chambre de lecture» et d'une bibliothèque, elle fait appel à la générosité du gouvernement. Un refus ne l'empêche pas de recruter des membres prestigieux : en février 1844, Amable Berthelot et François-Xavier Garneau lui donnent leur adhésion. Il faut croire que par leur sérieux ils attirent les principaux hommes politiques du pays. En plus de simples députés comme Joseph Cauchon, Joseph Laurin et Thomas Cushing Aylwyn, elle compte Louis-Hippolyte La Fontaine, Augustin-Norbert Morin et Robert Baldwin comme membres honoraires. Tous ces réformistes annoncent bien l'orientation de la société. Cependant la conflagration qui anéantit le quartier Saint-Roch la déstabilise : il lui faudra deux ans pour retrouver son aplomb et un local dans une salle de l'ancien château Haldimand. Mais dès janvier 1848, une nouvelle rivale lui soutire une grande partie de ses membres.

Les livres des procès-verbaux du «bureau de direction» de L'Institut Canadien. Photographie Brigitte Ostiguy, 1998. (Archives de L'Institut Canadien).



relles, fait figure de doyen. La plupart des autres membres sont dans la vingtaine. Tous désirent se prendre en main pour parfaire leur culture et perfectionner leur art oratoire tout en servant la communauté. En effet, d'après le modèle du

Comme on le voit, la fondation de L'Institut Canadien de Québec était loin d'être tout simplement un effet de mimétisme déclenché par Montréal. Le milieu témoignait d'un dynamisme qu'il saura mettre à profit le moment venu.

L'INSTITUT CANADIEN DE QUÉBEC

Dans une lettre du 22 septembre 1847 et signée du pseudonyme de Silvio, un correspondant du *Canadien* invite la jeunesse de Québec à se doter d'un institut comparable à celui de Montréal : «une société où nous serons chez nous, une société toute et uniquement canadienne, une société où nos institutions, notre langue et nos lois seront respectées». Ceux qu'une telle association intéressait pouvaient donner leur nom chez M. C. Boudreault, 8, rue Sainte-Famille. C'est dans la salle de la bibliothèque du Parlement qu'une assemblée de près de 200 personnes adoptent, le 17 janvier 1848, un projet de constitution et élisent un premier conseil d'administration.

La constitution propose comme but de L'Institut : «d'opérer la réunion des jeunes Canadiens, de les porter à l'amour et à la culture de la science et de l'histoire et de les préparer aux luttes plus sérieuses d'âge mûr». D'autres articles définissent les diverses catégories de membres et leurs obligations. Seuls les membres actifs ayant payé leur cotisation annuelle peuvent participer aux élections et être éligibles. Le conseil d'administration se compose du président actif, des deux vice-présidents, du trésorier, du secrétaire-archiviste, du secrétaire-correspondant, du bibliothécaire, du directeur du musée et des seize autres membres. Le conseil se réunira le premier lundi de chaque mois pour adopter les mesures nécessaires au bon fonctionnement de l'organisme. Pour des fins plus spécifiques, ce «bureau» se divisait en trois comités de sept membres, soit le comité de lecture et de discussion, le comité de la salle de lecture et le comité de la bibliothèque et du musée.

Les personnes qui composent ce premier conseil attirent l'attention. Le maire de Québec et président du Conseil législatif, René-Édouard Caron, en acceptant la présidence d'honneur, cautionnait la légitimité du nouvel institut. Le président actif, Marc-Aurèle Plamondon, était un jeune avocat admis au barreau en 1848. Ancien élève du Séminaire de Québec, il collabore à l'*Artisan* en 1843 avec James Huston, le futur compilateur du *Répertoire national*, qui préside l'Institut canadien de Montréal en 1847. Ceci pourrait expliquer l'inclusion d'un article et d'un poème de Plamondon dans le *Recueil de littérature canadienne*. Très actif, le jeune avocat aurait participé, selon certains, à la formation de l'Institut canadien de Montréal. À titre de mem-

bre correspondant, il échange de la correspondance avec Joseph Papin, les frères Dorion, Joseph Doutre et autres. On peut donc croire que Plamondon partage leurs idées et qu'il aurait voulu en faire bénéficier les Québécois. On peut se demander sur quels fondements s'appuyait Alphonse Désilets en 1948 pour prétendre : «En fondant L'Institut Canadien de Québec, Marc-Aurèle Plamondon voulut éviter les erreurs du mouvement montréalais». L'orientation à venir de L'Institut Canadien de Québec prouve effectivement que les dirigeants ont voulu se prému-



nir d'une pareille situation, mais de là à l'attribuer à Plamondon, il y a une marge. On peut raisonnablement croire que le nouveau président rêvait d'une émancipation semblable, mais que le milieu s'y opposa. D'ailleurs, toutes les associations des années 1840 arboraient des couleurs nettement réformistes et prônaient une éducation populaire pour affranchir le peuple. Comment se fait-il alors que L'Institut de Québec n'ait pas emboîté le pas?

UN INSTITUT ÉLOIGNÉ DE CELUI DE MONTRÉAL

Si quelques «rouges» comme Plamondon militent au sein de L'Institut Canadien de Québec, ils sont loin d'avoir le pas de ceux de la métropole. La cohésion et le militantisme de leurs homologues montréalais se révéleront lors des élections de 1857 quand ils remporteront 14 sièges à la Chambre avec 36 % du vote populaire. Le mouvement, comme on le voit, a un enracinement réel dans le milieu montréalais. On ne peut en dire autant de Québec, dont les porte-

On affichait au mur de la salle de lecture de L'Institut la liste des dirigeants. Photographie Brigitte Ostiguy, 1998. (Archives de L'Institut Canadien).

parole témoignent toujours d'une grande réserve. Bien que favorable de cœur et d'esprit aux patriotes, Étienne Parent a prêché la modération dans *Le Canadien* à l'encontre de Papineau. François-Xavier Garneau, qui se réclame pourtant des thèses libérales dans son *Histoire du Canada*, désapprouve le recours aux armes. John Neilson, qui a longtemps appuyé Papineau dans ses démarches auprès du gouvernement britannique, se dissocie de lui lors de la divulgation des 92 résolutions. Plus près du pouvoir, dans un milieu particulièrement institutionnalisé, les



Joseph-Charles Taché, homme de lettres et auteur des *Forestiers et voyageurs*, fut un membre influent de L'Institut. (Collection privée).

Québécois respectent l'ordre établi, comme en témoigne le choix du premier conseil d'administration.

On y retrouve des gens bien en place, comme le marchand Édouard Chinic, le notaire Jean-Baptiste Chartier, de jeunes députés appelés à une brillante carrière, comme P.-J.-O. Chauveau et Joseph Cauchon, de jeunes écrivains plus carriéristes que poètes, comme Louis-Cyprien Fiset et Ulric-J. Tessier et des imprimeurs bien établis, comme Augustin Côté et Jean-Baptiste Fréchette. Le poète libraire Octave Crémazie ne dépare pas ce conseil. En 1848, la maison J. & O. Crémazie est en plein essor. Sa rapide expansion justifie son déménagement au 12, rue de la Fabrique.

L'ajout de produits d'importation augmente considérablement son chiffre d'affaires. Non encore reconnu comme poète, c'est plutôt comme homme d'affaires que Crémazie entre au conseil de L'Institut, à titre de premier bibliothécaire. Odette Condemine, qui l'a étudié en profondeur, le qualifie ainsi : Crémazie «est un de ceux qui donnent un esprit traditionaliste et catholique à L'Institut canadien de Québec». Même s'il montre plus tard quelque attrait pour le romantisme, le poète demeure profondément ultramontain, comme en fait foi le poème *Castelfidardo*. Par son assiduité aux réunions, par sa participation aux divers comités et, après 1854 par sa réputation littéraire, Crémazie y laisse son empreinte.

Il est évident, dès les premières années, que L'Institut vise à se prémunir contre les agitations qui secouent l'Institut canadien de Montréal. Plusieurs mesures annoncent une politique de restriction de la liberté d'expression. Le 15 mars 1848, un comité dont Crémazie fait partie est chargé de mettre à l'*Index* les volumes de la bibliothèque qui ne conviennent pas à la généralité des membres. Le 2 décembre, un comité de trois membres composé de Crémazie, Chauveau et N. Casault sélectionne les livres à acheter en Europe : il y a là un désir très explicite d'orienter la lecture. La même politique s'applique bientôt aux discussions et aux débats, car de telles pratiques peuvent susciter de l'animosité parmi les membres et engendrer de la dissension. On juge donc nécessaire d'encadrer la pratique de règles très rigides. Les sujets de discussion devaient être annoncés huit jours à l'avance sur le babillard de la salle de lecture. Les membres qui désiraient y prendre part devaient y inscrire leur nom une semaine à l'avance, ce qui leur donnait préséance sur ceux qui n'étaient pas inscrits. Afin de maintenir l'ordre, chacun avait droit à un maximum de deux interventions. Malgré cette réglementation, les débats demeurent dangereux : on ne tarde pas à les supprimer. Aucune conférence ne pouvait être prononcée sans avoir obtenu l'approbation du comité de la salle de lecture. Le docteur Joseph Painchaud, le conférencier le plus populaire de L'Institut, fut interdit pour des propos indécents. Comme on voit, toutes les activités étaient fortement réglementées en prévision de possibles dérapages. Avec des balises aussi nombreuses, L'Institut pouvait-il encore atteindre ses objectifs?

Lors de la séance solennelle du 16 décembre 1882, le président fondateur, le juge Marc-Aurèle Plamondon se demandait si L'Institut Canadien de Québec avait atteint son but de «réveiller et propager le goût des lettres et des sciences parmi nos compatriotes, faire aimer la patrie en faisant mieux connaître son histoire et ses ressources». Il répondit : «Un coup d'œil rétrospectif sur les œuvres accomplies depuis 1848 répond éloquemment dans l'affirmative». Évidemment, ce

membre était mal placé pour porter un jugement critique. Aujourd'hui grâce aux nombreuses études qui ont été faites sur la vie littéraire, nous sommes plus en mesure d'apprécier l'apport de L'Institut.

Au cours des années 1860, la ville de Québec se signale par ce que l'abbé Casgrain a appelé «le mouvement de 1860». Avec son *Histoire du Canada*, François-Xavier Garneau a montré quelle source d'inspiration recelait l'histoire du pays et Octave Crémazie a donné l'exemple de la manière de l'exploiter en poésie, puis Joseph-Charles Taché a recueilli toutes les vieilles légendes pour en faire le fondement d'une littérature nationale. C'est dans cette perspective que s'inscrivaient des œuvres comme *Les légendes canadiennes* de l'abbé Casgrain, *Trois légendes de mon pays* de Taché et *Les anciens Canadiens* de Philippe Aubert de Gaspé. De jeunes poètes, comme Louis Fréchette et Pamphile Lemay, annonçaient une brillante relève. Toute cette production pouvait avoir l'air d'un mouvement concerté, dont l'abbé Casgrain s'empessa de réclamer la paternité. Certains allèrent même jusqu'à parler de «l'école patriotique de Québec». Il est clair que cette impulsion donnée à la littérature nationale vient de Québec, mais certainement pas de L'Institut Canadien. Crémazie, Chauveau, Fiset, Casgrain et plusieurs autres écrivains en étaient membres, mais ce n'est pas là

qu'ils ont trouvé le milieu favorable à l'éclosion de leur œuvre. C'est plutôt dans l'arrière-boutique de la librairie Crémazie que les littérateurs de l'époque ont échangé et en sont arrivés à une certaine concertation. À force de vouloir éviter les erreurs, les conflits ou les scandales, L'Institut a plutôt contribué à stériliser les forces de renouveau qui auraient pu la rajeunir. Comme le remarque Daniel Gauvin, une minorité de membres accapare la majorité des postes. Il en conclut dans sa thèse : «Le fait de trouver régulièrement les mêmes noms laisse supposer que L'Institut éprouvait certaines difficultés à rajeunir son administration. Mais plus encore, cela laisse fortement entendre que l'association est contrôlée de l'intérieur par un nombre très restreint de ses membres.» Par ses diverses manifestations et surtout par sa bibliothèque, L'Institut a entretenu un certain climat intellectuel parmi la population de Québec, mais sans innover. ♦



Maurice Lemire, professeur émérite de l'Université Laval, a dirigé la parution du *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec* et continue de codiriger le Groupe de recherche sur la vie littéraire. Il a mérité en 1996 l'un des Prix du Québec, le prix Gérard-Morisset.



*À celles et ceux qui ont fait
à Québec
l'Institut canadien
depuis 150 ans,
mémoire,
hommage,
reconnaissance.*

André Gaulin

*député de Taschereau
à l'Assemblée nationale*



Hôtel du Parlement, RC. 36
Québec (Québec)
G1A 1A4
Tél.: 644-0981
Téléc.: 646-6684

320, rue Saint-Joseph Est, # 207
Québec (Québec)
G1K 8G5
Tél.: 649-9083
Téléc.: 649-9600